



GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org

Fondé à Bruxelles en 1979 par Bernard Adam, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

ÉCLAIRAGE – 3 juin 2014

GUIBBAUD Pauline, *Boko Haram : le Nord-Cameroun dans la tourmente ?* Éclairage du GRIP, 3 juin 2014.

<http://www.grip.org/fr/node/1310>



ÉCLAIRAGE

BOKO HARAM :

Le Nord-Cameroun dans la tourmente ?

Par **Pauline Guibbaud**

3 juin 2014

Depuis plusieurs années, le gouvernement nigérian se heurte aux violences répétées du groupe islamiste Boko Haram dans le nord du pays et plus précisément dans l'État du Borno, fief historique de la secte. Chassés par une vaste répression gouvernementale en 2009, de nombreux combattants de Boko Haram sont revenus en 2010 sur le sol national, formés et entraînés au combat selon les méthodes qaïdistes acquises lors de leur exil dans les régions voisines et en Somalie. Depuis, l'organisation terroriste nigériane multiplie les attaques, les cibles et les moyens avec pour but ultime la mise en échec du pouvoir politique central¹. Face à cette violence et aux nombreuses exactions commises en retour par les forces de sécurité, les populations civiles du Nord-Est se retrouvent piégées dans un cycle de terreur et n'ont souvent plus d'autre choix que de fuir.

Selon l'agence nigériane *National Emergency Management Agency* (NEMA), le nombre de déplacés internes s'élèverait à 250 000, tandis que 61 000 personnes auraient fui vers les pays voisins (Tchad, Niger et Cameroun). Parmi ces exilés beaucoup sont des ressortissants des pays voisins rentrés dans leur pays d'origine, notamment au Niger, tandis que 22 000 Nigériens ont eux aussi fui les violences de Boko Haram.

Le Nord-Cameroun : une zone refuge...

Selon les chiffres de janvier 2014 du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le nombre total de réfugiés nigériens au nord du Cameroun s'élèverait à 12 428². La proximité géographique entre la région camerounaise de l'extrême-nord et l'État nigérian du Borno fait du Nord-Cameroun une terre d'exil logique pour les populations du Nord-Est du Nigeria. De plus, bien que traversée par une frontière, cette région appartient à la même aire socio-culturelle kanuri, favorisant depuis toujours les mouvements de populations et les échanges commerciaux.

La campagne de terreur menée par Boko Haram porte un coup d'arrêt à ces échanges transfrontaliers qui étaient pourtant source de revenus et de cohésion pour les populations locales. Très récemment encore, de nombreux Camerounais traversaient quotidiennement la frontière vers les marchés florissants de l'État du Borno afin d'y vendre leurs marchandises. Ces points d'accès sont aujourd'hui empruntés en sens inverse par des flots de réfugiés fuyant les attaques de Boko Haram.

L'afflux de populations venues du Nord-Est du Nigeria suscite de graves problèmes de prise en charge et d'accueil au Nord-Cameroun. Le camp de Minawao demeure pour l'instant la seule structure dédiée à l'accueil des réfugiés nigériens. L'UNHCR ne recense à ce jour que 2 500 réfugiés pris en charge dans le camp tandis que les quelque 10 000 autres restent piégés dans la zone frontalière. Certains sont accueillis par des familles camerounaises, mais d'autres tentent de survivre sans ressource dans cette région aride³.

Au-delà des conséquences purement économiques et humanitaires, l'arrivée massive de réfugiés pose aussi d'importants défis sécuritaires. Les autorités camerounaises s'inquiètent notamment de l'infiltration de membres présumés de Boko Haram se mêlant aux vagues successives de migration pour atteindre le territoire camerounais. Selon le récent rapport d'enquête d'*International Crisis Group*⁴, des combattants de Boko Haram seraient présents dans les régions de l'extrême-nord et du Nord-Cameroun, non seulement dans les villes de Kousséri, Mokolo et Kolofata mais aussi à Yaoundé.

... de plus en plus ciblée par les attaques

Depuis 2012, Boko Haram mène des raids meurtriers dans l'extrême-nord du Cameroun, notamment dans les villes de Fotokol, Makary, Dabanga et Kousséri⁵. Ces incursions sont restées pendant longtemps des actes isolés et très localisés. Pourtant, le 19 février 2013, une famille française de sept personnes a été enlevée dans le parc naturel de Waza, situé à l'extrême-nord du pays. Il s'agit du premier kidnapping d'Occidentaux revendiqué par Boko Haram et de la première action de grande ampleur perpétrée sur le territoire national du Cameroun. Depuis, les attaques du groupe terroriste se multiplient sur le sol camerounais, avec notamment le rapt en novembre 2013 du prêtre français Georges Vandenbeusch, celui des clercs italiens et canadiens début avril 2014⁶ celui d'un chef traditionnel camerounais du village de Goumouldi – retrouvé égorgé au Nigeria – ou encore très récemment, dans la nuit du 16 au 17 mai, dix ressortissants chinois ont été enlevés par des membres présumés de Boko Haram lors d'une attaque dans la localité de Waza. Outre ces enlèvements, la découverte de stocks d'armes et de munitions, toujours dans l'extrême-nord du Cameroun, semble confirmer de fait le rôle de plaque-tournante que joue le pays dans le réseau de trafic d'armes destinées à Boko Haram. Ces armes pourraient provenir de certains membres de l'armée tchadienne avec qui Boko Haram aurait des accointances⁷, ainsi que du Soudan, de Centrafrique et de Libye⁸. La région camerounaise serait également devenue une zone privilégiée de recrutement de nouveaux combattants, surtout parmi les jeunes Camerounais de l'extrême-nord, qui seraient emmenés de gré ou de force dans les camps d'entraînement de Boko Haram au Nigeria⁹.

Cette expansion de la menace islamiste vers le Cameroun s'est accentuée avec la vaste offensive menée depuis mai 2013 par le gouvernement nigérian dans le cadre de l'état d'urgence. Alors que l'objectif affiché de cette campagne sécuritaire est de reprendre possession de la région Nord-Est du Nigeria et d'éliminer les combattants de Boko Haram, les résultats tardent à se concrétiser. Pour l'instant, les offensives de l'armée nigériane poussent inévitablement les membres de Boko Haram à se réfugier dans les régions voisines – principalement au Cameroun – faisant ainsi de cette zone une base de repli stratégique pour les islamistes. La nette progression de Boko Haram au Nord-Cameroun apparaît cependant comme conjoncturelle et ne traduit pas une volonté d'imposer son idéologie politique dans le pays.

Un parallèle peut être établi entre l'offensive menée actuellement par l'armée dans le Nord-Nigeria et celle menée en 2009, qui affichait le même objectif d'élimination de la menace Boko Haram. À la suite de la première vague de répression et des mois d'exil, les combattants de Boko Haram sont revenus en 2010 au Nigeria avec de nouveaux attentats plus destructeurs et de nouvelles méthodes plus sophistiquées apprises auprès de groupes djihadistes régionaux.

Une nécessaire coopération transfrontalière

Du côté camerounais, beaucoup reprochent au président Paul Biya d'avoir mis longtemps à réagir à la menace. Pendant plusieurs mois, alors que les premières attaques avaient déjà eu lieu au Cameroun, le chef d'État a refusé de reconnaître que le nord du pays était infiltré par les islamistes¹⁰. Pourtant, la sécurisation de la zone ne peut se faire sans une collaboration effective entre les deux voisins.

C'est en ce sens qu'a été signé, en février 2012, un accord bilatéral prévoyant la création d'un comité mixte dont le but est de sécuriser la frontière commune. En novembre 2013, le *Cameroon and Nigeria Trans-border Security Committee* est officiellement créé et vise à coordonner la mise en place des patrouilles mixtes. La portée de leurs actions reste néanmoins très limitée du fait d'un faible degré de collaboration entre les deux forces armées, chacune restant cantonnée sur son territoire¹¹. Le président nigérian Goodluck Jonathan a ainsi appelé Paul Biya à plus de coopération transfrontalière en demandant notamment un droit de poursuite sur le territoire camerounais, proposant la réciprocité de ce droit. Ceci constitue un message fort de la part du président nigérian qui est généralement très réticent à toute intervention étrangère sur son territoire. De son côté, le président camerounais voit d'un très mauvais œil cette proposition nigériane et craint sans doute que cela ne porte atteinte à la souveraineté nationale alors que raisonne encore le différend frontalier concernant la péninsule de Bakassi¹². Paul Biya persiste donc à refuser le droit de poursuite au Nigeria.

L'extension de la menace Boko Haram dans les pays voisins du Nigeria, montre la nécessité d'une implication régionale accrue, sollicitée avec plus d'acuité par la communauté internationale depuis l'enlèvement – très médiatisé – en avril de plus de 200 lycéennes à Chibok, dans l'État du Borno. Cependant, l'absence des organisations régionales africaines au « Sommet de Paris pour la sécurité au Nigeria », convoqué le 17 mai 2014 par le président français, pose question.

Ce sommet, convoqué par François Hollande, a réuni autour d'une même table les leaders africains voisins du Nigeria (Cameroun, Niger, Tchad et Bénin) ainsi que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Union européenne. Toutefois, les organisations régionales africaines, vouées à l'intégration et à la pacification des territoires africains, n'ont pas été conviées. Bien que l'on ne puisse pas augurer de son impact politique dans la durée, cette réunion officielle aura tout de même permis aux présidents Paul Biya et Goodluck Jonathan de discuter d'un règlement commun de la situation. Un accord a également été signé entre l'ensemble des pays de la zone prévoyant une « *coordination du renseignement, un échange des informations, un pilotage central de moyens, une surveillance des frontières, une présence militaire notamment autour du lac Tchad et une capacité d'intervention dès lors qu'il y a danger* », selon les propos du président français¹³. Reste à savoir dans quelle mesure ce sommet portera ses fruits sur le terrain...¹⁴

* * *

L'auteure

Pauline Guibbaud est chercheuse-stagiaire au GRIP dans la section « conflit, sécurité et gouvernance en Afrique ». En mai 2014, elle a publié un ouvrage intitulé « *Boko Haram : histoire d'un islamisme sahélien* », Ed. L'Harmattan, coll. Mondes en mouvements.

Avec le soutien du :



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Notes

1. Priscilla Sadatchy, « [Boko Haram : un an sous état d'urgence](#) », Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles, 3 juin 2014.
2. « Quelque 5 500 Nigériens fuient vers le Cameroun et le Niger », Communiqué de presse *UNHCR*, 24 janvier 2014.
3. Selon l'ONG *Human Rights Watch*, ils seraient des milliers à ne pas avoir accès aux ressources de première nécessité, telles que l'eau potable et la nourriture – « Nigeria: Boko Haram Attacks Cause Humanitarian Crisis », Note *Human Rights Watch*, 14 mars 2014.
4. « Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency », Africa Report n° 216, Rapport *International Crisis Group*, 3 avril 2014.
5. « Terrorisme : la menace Boko Haram aux portes du Cameroun », *Jeune Afrique*, 21 février 2013.
6. Bien que Boko Haram n'ait pas formellement revendiqué cet enlèvement, le groupe est largement pointé du doigt du fait du mode opératoire de ce rapt.
7. « Le Cameroun, plaque tournant d'un trafic d'armes destinées à Boko Haram », *Jeune Afrique*, 4 avril 2014.
8. « La contrebande d'armes destinées à Boko Haram menace le Cameroun », *IRIN News*, 24 février 2014.
9. « Cameroun : Boko Haram recrute des jeunes à la frontière avec le Nigeria », *Jeune Afrique*, 3 avril 2014.
10. « Terrorisme : la menace aux portes du Cameroun », *op. cit.*
11. Rappelons également que le Cameroun n'est pas membre de la *Multinational Joint Task Force* (MNJTF), une force multinationale mixte regroupant le Nigeria, le Niger et le Tchad, dont l'objectif est de sécuriser la région du lac Tchad et de lutter contre le groupe Boko Haram.
12. La péninsule de Bakassi est attribuée (par décision de la CIJ) au Cameroun en 2002, mais ce n'est qu'en août 2013 que le Cameroun prend pleinement possession des lieux.
13. « Sommet africain de Paris : la "guerre totale" déclarée à Boko Haram », *France 24*, 17 mai 2014.
14. Malgré les engagements pris au Sommet de Paris, Paul Biya continue à privilégier les réponses nationales. Et en dépit d'une coopération annoncée avec l'armée nigériane, le gouvernement camerounais réitère son attachement à la souveraineté territoriale et déclare que chaque unité combattante devra rester cantonnée sur son propre territoire. Cf. « Le Cameroun refuse d'ouvrir son territoire aux armées étrangères », *Le Messenger*, 23 mai 2014.